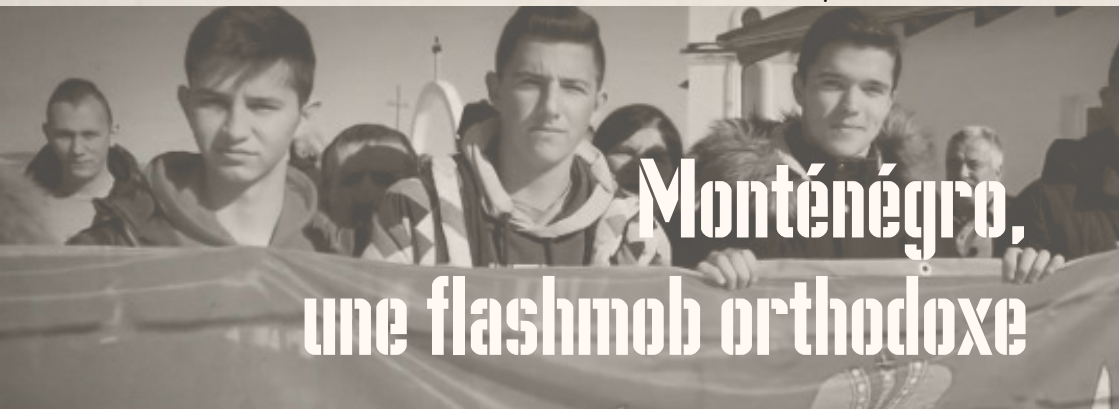


ANTI**RESSE**

N° 222 | 1.3.2020



**Monténégro,
une flashmob orthodoxe**

**Des téléphones
pour les sourds**

Crypto AG, la saga continue

Coronafirus

Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Orthodox flashmob, une contre-révolution de couleur dans les Balkans

DEPUIS DEUX MOIS, LE MINUSCULE ETAT DU MONTÉNÉGRIN EST LE THÉÂTRE DES PLUS IMPORTANTES MOBILISATIONS POPULAIRES EN EUROPE. NOS GRANDS MÉDIAS N'ONT PAS JUGÉ UTILE DE S'Y INTÉRESSER. RÉFLÉCHIR AU MOTIF DE CETTE INSURRECTION RISQUERAIT-IL DE COURT-CIRCUITER LEUR LOGICIEL D'ÉCRITURE AUTOMATIQUE?

Ils marchent depuis des semaines, tous les jours, par tous les temps, dans ces paysages inhospitaliers que ni les Turcs ni Napoléon n'ont pu conquérir. Ils marchent avec leurs enfants, leurs sœurs, leurs femmes, leurs vieillards. Ils marchent au son des chants liturgiques. Ils mettent leur résistance à l'épreuve en plongeant dans les rivières glacées le jour de la Théophanie. Ils sont la version orthodoxe des Gilets jaunes. Sortis de cette masse indistincte que jadis on appelait un «peuple», ils luttent par leur seul nombre et leur opiniâtreté. Ils ne se battent pas, mais ne craignent pas d'affronter les coups de la police. Un de leurs évêques a été arrêté et passé à tabac.

Pourquoi marchent-ils? Pour défendre leurs églises, confisquées

par une loi irréfléchie du gouvernement monténégrin. Leurs autorités religieuses marchent en tête de colonne, du curé de paroisse au métropolite. Depuis décembre, le flot humain n'a fait que grossir. Par moments, la masse humaine sur les places et les routes a dépassé les 150'000 personnes — soit *plus du quart* de la population de ce pays grand comme un département français. Les nuits du 26 janvier ou du 16 février, ils étaient 50'000 rassemblés autour de l'église de la Résurrection sur la place centrale de Podgorica, la capitale (150'000 habitants).

Imagine-t-on 15 millions de catholiques descendant dans les rues de France, dont 3 ou 4 millions en un soir à Paris? Pourrait-on, même dans un paysage audiovisuel profession-



nellement sourd aux messages de la rue, éviter de s'interroger sur ce qui les motive? Il n'en va pas de même en Europe de l'Est, en particulier dans le monde orthodoxe. La Russie, en particulier, observe de près les événements et ses hiérarques y participent. En Serbie, si le gouvernement — ligoté par le chantage permanent lié au Kosovo — fait mine de regarder ailleurs, l'opinion se réveille — et se découvre plus orthodoxe que jamais. Des manifestations de soutien se multiplient dans les villes. Le groupe de rap *Beogradski Sindikat* (Syndicat belgradois), toujours à l'écoute du *Zeitgeist* national, a mis en ligne un clip séditieux intitulé «L'aube se lève» («*Sviće zora*). La vidéo s'est répandue si largement qu'elle a dû faire peur aux administrateurs de YouTube — lesquels ont, semble-t-il, pris des mesures pour

la freiner, tandis que les autorités monténégrines prohibaient aux rappeurs et soutiens du mouvement l'entrée de leur territoire.

UN PETIT SÉISME GÉOPOLITIQUE

Cela n'empêche rien. Les églises du Monténégro sont prises d'assaut comme elles ne l'ont jamais été et cette foule orthodoxe surgie du néant ne semble pas près de rentrer chez elle. Le 29 février, la manifestation à Podgorica (estimée par les organisateurs à 100'000 personnes) était présidée par le métropolite de Kiev Onuphre (fidèle à l'Eglise orthodoxe russe), lui-même en proie à un schisme attisé de l'extérieur. C'est tout un symbole qui va bien au-delà de la solidarité interorthodoxe. L'éclatement de cette contre-révolution de couleur, identitaire et conservatrice, en un lieu où l'empire global croyait avoir partie gagnée, constitue un spectaculaire autogoal du «*nation-building*». Il remet en question toute une série de fausses représentations sur les Balkans et le monde orthodoxe et constitue un petit séisme sur l'échi-



quier géopolitique. Les enjeux de cette *flashmob* religieuse sont au cœur du «grand jeu» entre l'empire atlantique et le bloc eurasiatique, dont la frontière passe aujourd'hui, très précisément, entre la Serbie et le Monténégro. L'événement, quoi qu'il en soit, offre une très intéressante porte d'entrée dans la géopolitique de l'orthodoxie. /A suivre./



LES MÉTROPOLITES AMPHILOQUE DU MONTÉNÉGRO ET ONUPHRE DE KIEV, LE 29.2.2020 À PODGORICA. UN PIED DE NEZ À LA DIVISION ORTHODOXE.



ANNEXE: «ICI, C'EST SPARTE!»

(Beogradski Sindikat, «L'aube pointe», extrait, traduction S Despot)

Sur un rythme de rap et un air ancestral...

Voyez les témoignages de coeur et de bravoure

La preuve que nous ne sommes pas venus au monde en vain.

De nouveau l'on défend les Portes, pour sauvegarder les siens.

Nous souffrirons jusqu'au bout. Chez nous, ici, c'est Sparte!

Allons braves et sans peur, la justice est avec nous.

Les royaumes terrestres sont

toujours éphémères.

Elle marche avec les jeunes, l'armée des grands-pères,

Et elle nous impose que nos actes soient honorables.

Et pourtant l'on nous dit, enfants des temps nouveaux,

Qu'il n'y a plus aucune valeur qui soit encore sacrée,

Que nous avons des besoins et craignons la misère,

Qu'à l'écart de leur voie, il n'y a pas d'autre voie.

Mais le Testament en nous, éternel malgré tout. Au milieu de cette démence, a réveillé l'humain...

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

ENFUMAGES par Eric Werner

Les téléphones pour les sourds peuvent bien tomber en panne

ASSEZ SOUVENT, EN SUISSE, LES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES TOMBENT EN PANNE. PARFOIS MÊME, COMME IL Y A UNE QUINZAINE DE JOURS, LES NUMÉROS D'URGENCE (AMBULANCES, POMPIERS, ETC.) NE SONT PLUS UTILISABLES. ON EST ALORS COUPÉ DU MONDE.

Les médias en parlent comme d'un fait divers. C'est, certes, très ennuyeux. Il n'est pas normal de ne pas pouvoir appeler les pompiers en cas d'incendie, ou encore une ambulance lorsqu'on est victime d'un d'AVC. Pour autant, ce sont des choses qui arrivent. Elles ne doivent pas nous empêcher de dormir. Une enquête, d'ailleurs, est en cours. Elle dira ce qui s'est passé. Je résume.

On peut très bien voir les choses ainsi, mais on pourrait aussi rappeler, ce que personne ne fait, que le téléphone analogique a été récemment remplacé par le téléphone numérique, moins coûteux mais aussi moins fiable. Ceci explique peut-être cela. On pourrait aussi remonter un peu en arrière. Le téléphone était autrefois un service public, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. À la fin du siècle dernier, ce service a été supprimé, en lieu et place une entre-



prise privée a été créée: Swisscom. Une entreprise privée, mais entre les mains de l'État. C'était dans l'air du temps, personne n'y fit objection. Sauf erreur de ma part, le ministre chargé, à l'époque, des télécommunications, était même un socialiste. Le

but était de réduire les coûts, à terme aussi, peut-être, de transformer le téléphone en nouvelle vache à lait de l'État. Non seulement l'État en avait assez de dépenser de l'argent pour le téléphone, mais il voulait que le téléphone l'aide à combler son propre déficit.

LA FAUTE À SWISSCOM... OU À L'ÉTAT?

Une vingtaine d'années se sont depuis lors écoulées. Tout, entre-temps, est devenu plus complexe, plus fragile aussi. Il est peut-être de bonne politique de vouloir réduire les coûts, mais cette politique a ses limites. Immanquablement, à un moment donné, la réduction des

coûts se paye au prix d'une baisse de la qualité des produits, respectivement des services fournis. Cela aussi fait partie des coûts. Il n'y a pas de miracle. Qu'est-ce qui est préférable: un téléphone qui fonctionne bien mais coûte ce qu'il coûte ou un autre peut-être meilleur marché mais qui est tout le temps en panne? Swisscom n'est pas ici en cause, c'est l'État actionnaire qui est en cause. L'État actionnaire dit à Swisscom de faire des économies, Swisscom s'exécute donc, il fait des économies. Swisscom appartient à l'État. Il fait donc ce que l'État actionnaire lui dit de faire.

Pour le dire autrement encore, l'État s'est fixé un certain objectif, maximiser ses ressources. À partir de là, qui veut la fin veut les moyens. Si l'on dit que la raison d'être du téléphone n'est pas de bien fonctionner mais de rapporter le plus d'argent possible à l'État, les choix effectués sont corrects, même et y compris s'il en résulte ce qu'on vient de voir, avec des numéros d'urgence hors-service: possiblement, donc, aussi des morts. *Mais il faudrait alors le dire.* Or qui le dit? Au-delà, c'est l'ensemble des choix effectués depuis une génération et plus qu'il faudrait remettre en cause: libéralisation, dérégulation, privatisation. Qui y songe seulement?

COMMENT BANALISER UN SCANDALE HISTORIQUE

Ce n'est pas la première fois que j'aborde ici ces sujets. Si je le fais à nouveau, c'est qu'il n'est pas sans lien avec un autre grand sujet d'actualité: le scandale Crypto AG qui

a mis en lumière les connexions criminelles entre la Suisse et les États-Unis en matière d'espionnage et de guerre secrète. Car, là aussi, la tendance est à la banalisation. En fait, parler de scandale est déjà excessif. Les journalistes parlent de scandale, mais, comme dans l'affaire dont il vient d'être question, ils se sont très vite mis au travail pour transformer ledit scandale en simple fait divers, par exemple en limitant leurs interrogations à cette seule et unique question: *qui savait quoi* (ou était au courant de quoi)? Autrement dit, seuls *certain*s étaient au courant, mais pas les autres. Mais qui?

On écarte ainsi d'emblée une idée fort gênante, à vrai dire insupportable, celle selon laquelle *tout le monde*, en fait, était au courant: tous les dirigeants au moins (Conseil fédéral, services spéciaux, membres de la suprasociété, etc.). C'était un secret de Polichinelle. Qui plus est, tout le monde trouvait cela très bien. Oui, tout à fait: très bien. C'était très bien d'aider ainsi les Américains. Idée fort gênante, mais pas forcément invraisemblable. Plus vraisemblable, en tout cas, que l'idée contraire, celle selon laquelle personne n'aurait été au courant, moins encore aurait trouvé cela bien. On aurait donc pu prendre le temps au moins de l'examiner. *Au moins.* Non, même pas. On se demandera évidemment pourquoi. Pourquoi l'avoir ainsi écartée? La réponse est simple. Certaines choses se disent, d'autres ne se disent pas. Ou alors il faut prévoir une cellule d'aide psychologique. Pensez donc,

la neutralité, notre sacro-sainte neutralité. Vous n'allez quand même pas dire que les élites politiques, en Suisse, se moqueraient de la neutralité: qu'elles n'en auraient rien à faire. Vous délirez! Dites tout de suite, pendant que vous y êtes, que la neutralité suisse est un mythe, qu'elle n'a en fait jamais existé. Etc.

Qui savait quoi? On se rassure ainsi à bon compte. Comme pour les pannes téléphoniques, on a ouvert une enquête. Plusieurs enquêtes, même. Qui savait quoi? Les accusations fusent: c'est un tel, non tel autre, etc. On trouvera bien finalement un bouc émissaire. Il en faut un. Mais ça s'arrêtera là. On n'ira pas plus loin.

On parlait de banalisation, on est clairement ici dans la banalisation. Il en va de même quand on fait de cet épisode, encore une fois criminel, un simple accident de parcours, en l'isolant de ses tenants et aboutissants, à savoir l'assujettissement rédhibitoire de la Suisse à la politique américaine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et quand on parle d'assujettissement le mot est faible. On dit que la Suisse n'est pas membre de l'OTAN. En fait, elle en est depuis toujours un membre clandestin, ce que son adhésion, en 1996, au soi-disant Partenariat pour la Paix (PPP) de l'OTAN a quasi officialisé. Mais, justement, l'événement est passé quasi aussi inaperçu. Le Parlement a très vite expédié l'affaire: ni vu ni connu. Aucun débat non plus sur la place publique. En fait le gouvernement s'est livré à un coup de force. Il a placé le peuple devant le fait accom-

pli. Je rappelle ces choses, parce qu'elles sont aujourd'hui oubliées. Comme le sera sans doute aussi très vite le scandale Crypto. Depuis lors, les avions suisses participent sans complexe aux manœuvres de l'OTAN dans l'Arctique, sans que personne, non plus, ne s'en émeuve. Il est vrai qu'ils sont de fabrication américaine.

On a vu également que ces dernières années le gouvernement suisse n'avait pas hésité à livrer aux Américains les noms d'un certain nombre de ses ressortissants, des gens actifs dans le secteur bancaire, ce qui a permis aux Américains de les faire arrêter lorsqu'ils se déplaçaient à l'étranger. Ces personnes ignoraient bien évidemment que leur propre gouvernement les avait ainsi trahies. Un scandale de plus, mais qui lui aussi s'est très vite transformé, comme les précédents, en simple fait divers. Le gouvernement suisse assume ici un rôle de «Prince Esclave», pour reprendre l'expression du P. Gaston Fessard à propos du gouvernement du Maréchal Pétain entre 1940 et 1944 (1). C'est un choix.

Le scandale Crypto ne prend tout son sens que lorsqu'on le relie à ce contexte: autrement il perd tout sens, cesse, encore une fois, d'être un scandale pour devenir le contraire: un simple fait divers.

~~~~~  
NOTE

1. Gaston Fessard, *Au temps du Prince Esclave. Écrits clandestins 1940-1945*, Criterion, 1989.

ANGLE MORT par Arnaud Dotézac

## Crypto saga, épisode 2: un cryptographe bien entouré

**N**OUS POURSUIVONS LE RÉCIT DE LA CRYPTO SAGA EN DÉROULANT LE FIL BIOGRAPHIQUE DE BORIS HAGELIN. UNE LÉGENDE SI BIEN ÉCRITE PAR WILLIAM FRIEDMAN, NUMÉRO 2 DE LA NSA, QU'ELLE MASQUE À MERVEILLE LA PLACE RÉELLE DE CRYPTO DANS LA GIGANTESQUE PRISE EN MAIN DU GLOBE PAR LES AMÉRICAINS, QUI DEVIENT IRRÉVERSIBLE AVEC LEUR ENTRÉE EN GUERRE EN 1942.

Les amabilités de compères cosinus de la cryptologie, qui se lisent dans les innombrables échanges de lettres entre **William Wolfe Friedman** et **Boris Cæsar Hagelin**, cachent une porte dérobée. Pas celle des machines de Crypto AG, à présent largement commentée en place publique. Non, celle qui permet d'entrer dans les balbutiements de l'écoute mondiale américaine et de mesurer le chemin parcouru jusqu'aux révélations des **Edward Snowden**, **Julian Assange** et autres **Bradley (devenu Chelsea) Manning**, au prix de leur liberté, de leur santé, voire de leur intégrité corporelle ou de leur vie tout court.

C'est ce que nous garderons en mémoire en découvrant ces «morts prématurées» qui jonchent la biographie de Hagelin, son propre fils y compris.

### AU SERVICE DE LA MAISON NOBEL

Nous l'avions laissé à sa naissance, en 1892, dans une colonie 100 % allemande luthérienne du Haut-Karabakh russe (aujourd'hui en Azerbaïdjan). Dès avant la révolution

bolchevique, son père **Karl Vassilievitch** le renvoie en Suède. Il y fera des études d'ingénieur mécanicien (1911-1914) et trouvera son premier emploi chez **ASEA** (1915-1921). De là il effectuera son premier voyage aux États-Unis pour faire un stage au sein de la **Standard Oil**. Son père est un proche d'**Emanuel Nobel**, dirigeant «Branobel», la branche pétrolière de la célèbre famille. L'idée est sans doute de prendre la suite dans les champs de Bakou qui ont fait la majeure partie de leur fortune colossale. Mais Branobel sera nationalisée en 1920.

C'est là qu'une des coïncidences que nous annonçons se réalise. Karl Vassilievitch (le père de Boris donc) n'est pas seulement un brillant chef d'entreprise au service des Nobel, il est aussi consul général de Suède à Saint Pétersbourg. C'est en cette qualité que Stockholm lui expédie un émissaire afin d'aider la couronne suédoise à investir dans l'industrie du chiffrement militaire. Ses relations avec les Nobel sont évidemment visées par cet appel de fonds. L'autobiographie officielle de Hage-





lin réduira cela à un hasard touristique, un groupe de Suédois passant par là. L'intérêt des Nobel, pourtant déjà bien implantés dans l'armement, sera quant à lui maquillé en utilité marginale. Emanuel y aurait vu l'occasion de protéger ses correspondances d'affaires en ces temps révolutionnaires incertains.

En réalité, l'un des cofondateurs de cette «**Aktiebolaget Cryptograph**», dans laquelle on les presse d'investir, n'est autre que le colonel de marine **Olof Gyldén** qui deviendra très vite le directeur de l'École navale royale. C'est lui qui en fera le noyau de la compétence cryptographique suédoise, notamment autour d'**Erik Anderberg**, futur chef d'état-major de la marine suédoise. Bref, on est déjà au cœur d'enjeux stratégiques dont le monde vient de mesurer toute l'importance, au sortir de la première guerre mondiale.

#### UN ASSOCIÉ ENCOMBRANT

Mais Olof Gyldén est également diplomate, comme Karl Vassilevitch Hagelin Il n'a pas manqué de le rencontrer lors d'évènements officiels comme le mariage (politiquement arrangé) du prince **Guillaume de Suède** avec la princesse **Maria**

**Pavlovna de Russie**, à Saint Pétersbourg, en 1908. Mais Hagelin reste très discret sur Olof Gyldén contrairement à ses nombreux commentaires sur l'autre cofondateur: **Arvid Gerhard Damm**. Il ne mâche pas ses mots sur les mœurs dissolues de Damm, sur sa bigamie cachée, sur son train de vie somptueux, sur sa proximité avec les services secrets français, etc. Bref, on ne s'étonnera pas de le voir disparaître de la scène par une mort prématurée, à Paris, qu'il date de 1927. Damm avait 58 ans et ne prévoyait pas ce décès. Le 8 novembre 1927, il déposait encore une demande de brevet américain (n. 231824), depuis Paris, relative à une nouvelle invention de chiffrement. En réalité, on ne sait rien des circonstances de ce décès ni de sa date exacte.

En revanche, on sait que Boris Hagelin avait déjà pris les commandes techniques de l'entre-



prise à partir de 1925, en raison du départ de Damm pour Paris où il produisait des prototypes pour le Deuxième Bureau français. C'est aussi dès que Damm fut éloigné de Stockholm que les services suédois demandèrent à Hagelin de désosser et copier une machine allemande qui commençait à faire parler d'elle, la fameuse **Enigma** qui équipera, sous diverses versions, l'ensemble des armées et services du IIIe Reich.

Hagelin y arrive avec la machine B21 qui est voulue par l'état-major suédois. Il s'agit d'une version simplifiée de la B1 de Damm, ce qui horripila ce dernier avant sa mort. C'est ainsi qu'il devint un obstacle, bien que son analyse sur les vulnérabilités de la B21 fût juste. En effet, à l'École navale, Erik Anderberg la fit tester par un génie du déchiffrement, le **Dr. Arne Beurling**, qui en vint à bout en quelques heures. Hagelin



LA B-211, VERSION CYRILLIQUE

s'accroche et sort la B-211 qui marque son premier succès commercial. Ce modèle fonctionne. La Suède, la France mais également l'URSS (en

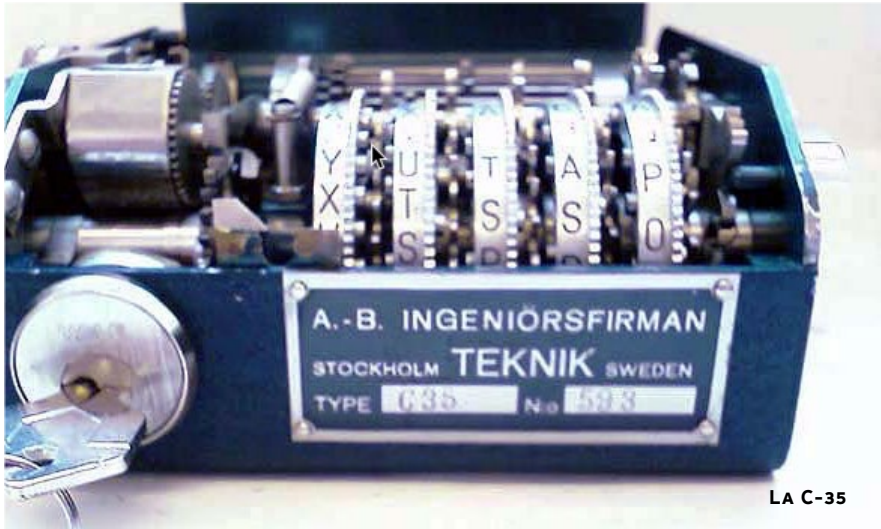
version cyrillique) l'achètent, tandis que les États-Unis s'y intéressent de très près. Boris commence à créer du chiffre d'affaires et poursuit ses développements, notamment avec le fils d'Olof Gyldén. L'assistance d'**Yves Gyldén** sera cruciale pour le développement de la série «C» qui verra le jour en 1934.

En 1936, l'Américain **James Kirke Paulding**, qui travaille pour le gouvernement de Washington, l'invite à présenter sa machine à William Friedman, chef de l'analyse du chiffrement au sein du **Signals Intelligence Service (SIS)**. Friedman connaît déjà bien l'aventure Hagelin lorsqu'ils se rencontreront pour la première fois en 1937, notamment grâce à ses contacts suédois établis lors d'une visite à Stockholm en 1927 et son soutien aux travaux d'Yves Gyldén, dont la synthèse fut publiée en 1935 par Washington, sous le titre *The Contribution of the Cryptographic Bureaus in the World War*.

Boris Hagelin faisait déjà partie du système militaro-industriel suédois, pays neutre faut-il le rappeler, car cet élément sera déterminant pour l'installation de Hagelin en Suisse. Il va entrer à présent dans le complexe militaro-industriel américain et n'en sortira plus.

#### SOUS PARRAINAGE DE LA CIA

Friedman comprend l'inventivité de Hagelin et lui demande d'améliorer la machine C-35 qu'il lui montre. Il faudra à Hagelin deux ans de travail pour y arriver mais en



1939 il retourne à Washington avec un prototype amélioré de C-36 qui donnera naissance à la mythique M-209 produite à plus de 100'000 exemplaires.

Son réel représentant sur place est **Stuart Hedden**, qui deviendra le premier Inspecteur général en titre de la CIA en 1952. C'est à son domicile privé de Wilford (Connecticut) que sera enregistré le siège américain de la «**Hagelin Cryptograph Company**». C'est également Hedden qui mènera les négociations de bout en bout pour Hagelin, aboutissant à une commande de près de 8 millions de dollars qui fera donc la fortune de l'ingénieur suédois, en même temps

qu'elle scelle son allégeance définitive aux intérêts américains.

Boris Hagelin ne fera pas que produire des machines sur commande avec porte dérobée, il deviendra un agent américain à part entière, jusqu'à la fin de sa vie. Or un agent travaillant au profit d'une puissance étrangère, c'était déjà une infraction punissable en droit pénal helvétique, au moment de son installation à Zug, en 1948. Les circonstances exactes de cette installation avec l'aide d'officiers de l'armée suisse nous en diront beaucoup sur un pan méconnu de la collaboration informationnelle et technologique militaire américano-suisse.

/A suivre./

## Passager clandestin

# Michel de Rougemont: «Le Temps» est à la climato-décérébration

**UN BUSINESS DU CLIMAT EST NÉ AVEC SON DÉPARTEMENT DE R&D, SON MARKETING, SES FINANCES, UNE ABSENCE DE SERVICE APRÈS-VENTE, SES CONSULTANTS ET DÉLIVREURS DE CERTIFICATS, ET SURTOUT UN EXCELLENT LOBBY, JEUNES ET SÉNILE PRIX NOBEL COMPRIS. LA CONTROVERSE SUSCITÉE PAR LE BLOG DE SUZETTE SANDOZ HÉBERGÉ PAR *LE TEMPS*, LES RÉACTIONS QU'IL A SUSCITÉES ET LA MANIÈRE DONT LE JOURNAL LUI-MÊME A «TRANCHÉ», OFFRE UN BRÉVIAIRE INSTRUCTIF DE CETTE NOUVELLE RELIGION.**

## Manuel de décérébration

Face à la complexité de ces questions, la rédaction du journal *Le Temps* a décidé de s'engager dans une campagne de propagande. Bien que se déclarant «la référence suisse du journalisme de qualité» il s'arroge le rôle de dictateur des esprits de ceux qui veulent encore bien le lire. Un éditorial et un article de Pascaline Minet du 24 janvier présentant un manuel de résistance au climatoscepticisme a pour but d'endoctriner ses lecteurs en usant de techniques si écoulées qu'on oubliait qu'une telle bêtise était encore possible: mensonge, avant tout par omission, condescendance insultante, mise dans le même sac, et référence à un sachant, un de ceux qui savent la vérité vraie et qui analysent pourquoi elle n'est pas gobée par tout le monde mais seulement par 88 % de répondants à des enquêtes bidon. Car c'est 100 % qu'il faut à la mercenaire de la plume, si mal informée ou si tendancieusement inclinée qu'elle évite d'aborder les vrais sujets à

propos de l'hystérie climatique à laquelle elle participe.

D'abord on fait comme si les arguments critiques étaient niais, tant quant au diagnostic climatique, à la prospective ou aux politiques visant à rerégler un climat qui serait en train de se dérégler

à cause de l'industrie humaine. Si le sceptique devait se contenter d'accepter que le climat change, que s'il fait chaud aujourd'hui c'est qu'un phénomène global est en cours, que le CO2 émis par les activités humaines y joue un rôle et que les modèles climatiques ont une utilité, alors il

ne serait plus sceptique. Donc l'hérétique que je suis n'est pas climatosceptique car je suis satisfait à chacun des points mentionnés, CQFD. Et pourtant...

**Dans cette liste succincte, au ras des pâquerettes, la rédactrice oublie volontiers, par ruse ou ignorance, que ce ne sont justement pas ces questions-là qui font débat mais bien celles plus complexes et**



**ô combien plus déterminantes de la sensibilité du climat aux facteurs humains et naturels, de la validité des modèles en tant qu'outil prédictif, de la vraisemblance des scénarios utilisés pour simuler un futur qu'il faut décrire comme sombre et des évaluations d'impact à long terme qui découlent de ces projections.** Même si la science est très incertaine — ce qu'elle le reconnaît — ce sont les extrapolations qui en sont faites qui sont le vrai problème, avec en sus des avis d'experts qui jugent plus ou moins *likely* que tel ou tel phénomène ait une quelconque ampleur alors qu'ils n'ont aucune base statistique pour le faire (faire des moyennes entre les résultats issus de plusieurs simulations par modèles n'est pas faire de la science). Les politiques de mitigation — haro sur le CO2 — qui devraient l'emporter sur celle d'adaptation n'ont bien sûr pas à être mises en doute quant à leur nécessité, leur inefficacité et leurs effets injustes et néfastes, ce serait de la pure hérésie.

Ensuite, liste est donnée des diverses sortes de climatosceptiques, liste bien sûr issue d'une analyse rigoureuse de tous les avis dont l'énumération faite précédemment ne tient pas compte. Définir et signaler le mauvais ou le méchant est une technique vieille comme le monde, avec un pilori moderne appelé «réseau social». Ce qui est nouveau est que même les indifférents soient désignés pour la charrette: le péché est ainsi étendu à l'incroyant ou à l'apostat. Un avenir vraiment radieux est ainsi promis!

Puis il est conclu par l'interview d'un quidam étudiant le développement durable — un de ces éternels apôtres de toute cause alarmante — qui juge que les malheureux non convaincus le restent par manipulation, par ignorance ou par intérêt économique, mais en aucun cas par une réflexion raisonnée, car pour un débile durable faisant telle constatation il est impossible qu'une opinion contraire

ait quelconque validité. Il ignore bien sûr l'énorme conjonction d'intérêts accordés à la mouvance climatique par les mondes économiques, financiers, académiques et politiques, source d'une manne prometteuse qui nourrit tant d'inutiles de service, professeur et journaliste inclus.

Le Temps montre son vrai visage, celui de l'irrespect de l'opinion non conforme, même et surtout si celle-ci est argumentée en des points qui font mal. Je constate par ailleurs que personne dans ce «camp du bien» ne répond dès lors que les questions dérangent vraiment, pas même les académiques pourfendeurs de Mme Suzette Sandoz.

Être converti serait la seule voie possible? C'est ce à quoi visent tous les endoctrinements. Devant cette déferlante ayatollesque je me demandais s'il fallait se soumettre, fuir ou guerroyer. Eh bien, après que même l'indifférent est signalé comme personne à réformer ou scélérat potentiel, il ne restera plus que la guerre, ainsi imposée par l'absolutisme de la bienpensance. Zinoviev, viens à notre secours!

\* *À propos de l'auteur* — Michel de Rougemont ([michel.de.rougemont@mr-int.ch](mailto:michel.de.rougemont@mr-int.ch), [www.mr-int.ch](http://www.mr-int.ch)), Ingénieur chimiste, Dr sc tech, est consultant indépendant. Par ses activités dans la chimie fine et l'agriculture, il est confronté, sans les craindre, à maints défis liés à la sûreté des gens et l'environnement. Son essai intitulé *Réarmer la raison. De l'écologie raisonnée à la politique raisonnable* est en vente en ligne sur Amazon. Il a aussi publié un essai critique, *Entre hystérie et négligence climatique*. Il anime un blog, un site sur le climat (<[climate.mr.int.ch](http://climate.mr.int.ch)>) et un autre site sur le contrôle biologique en agriculture. Il n'a aucun conflit d'intérêts en rapport avec le sujet de cet article.

LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

## Coronafoirus

**L**ES MASQUES ANTIGRIPE SONT PARAÎT-IL EN RUPTURE DE STOCK. CE QUI NE MANQUE PAS DANS LES RÉSERVES, EN REVANCHE, CE SONT LES ŒILLÈRES MENTALES QUE CETTE PANDÉMIE A PERMIS DE CHAUSSER SUR DES MILLIONS DE TÊTES AFFOLÉES.

J'étais invité cette semaine à une manifestation sportive précédée d'un dîner. Au dernier moment, les invités ont été informés que le match en question se tiendrait à huis clos, sans public, pour cause de vous savez quoi. Partie remise: la précaution, c'est la précaution. Combien d'événements dans le monde, le même soir, ont été décommandés? Combien de millions de manque à gagner? Combien de fêtards réduits à rester chez eux et ruminer leur angoisse devant leur ordinateur?

J'ai senti que quelque chose clochait dans cette manière d'aborder la prévention. Comme j'avais senti, au printemps 2009, que quelque chose ne tournait pas rond dans le traitement du H1N1 au Mexique, d'où il était parti. Un pharmacologue français, Bernard Dugué, publiait sur Agoravox des analyses qui mettaient les mots précis sur mes impressions. Le même automne il publiait, chez Xenia, H1N1, la pandémie.

mie de la peur. Sur la quarantaine d'ouvrages touchant au mot-clef «H1N1» dans l'édition française cette année-là, il était le seul à prédire un dégonflement spectaculaire de la menace. Le seul à avoir raison! Si la ministre de la Santé, Mme Bachelot,

avait lu Dugué assez tôt, cela lui eût peut-être évité de commander aux frais du contribuable 94 millions de vaccins (pour 6 millions de vaccinés au final!).

Je ne dis pas que le Corona-virus est aussi bénin, je dis

seulement que la fabrique de la peur irraisonnée s'est remise en branle. Qu'il s'agisse d'une grippe «ordinaire» ou d'un fléau pour l'humanité, la déraison n'aidera en tout cas pas à la juguler.

J'en étais là de mes réflexions lorsqu'une lectrice m'a signalé son témoignage publié sur les réseaux sociaux. Isabelle Vuistiner-Zuber écrit ceci:

«Dans mon activité comme soignante, je travaille dans un





centre médical choisi pour faire des dépistages.

Pour être contaminé, il faut être exposé au virus en étant en contact avec un porteur à moins de 2 mètres pendant au moins 15 minutes tout en se faisant postillonner ou tousser dessus.

Si on était corrects et cohérents, on devrait interdire le voyage en train. Pas les manifestations. Ce sont des mesures exagérées qui nuisent à l'économie, à la joie de vivre et aux contacts humains. Quant à une partie du personnel soignant, il travaille actuellement sans masque, puisque ceux-ci sont en rupture de stock.

Je vois ce qui se passe comme une gestion démesurée du risque dans une société qui veut tout contrôler et a oublié que nous sommes mortels. Ce sont les personnes à l'immunité diminuée ou avec des facteurs de risque augmentés au niveau cardio-respiratoire qui doivent se protéger et qu'on doit protéger.

C'est de la pure folie, un délire collectif et une manière tout à fait efficace de mobiliser l'attention du public qui, ainsi, cesse temporairement de réfléchir à des sujets sur lesquels il pourrait agir ou demander qu'on agisse...»

Tout cela est frappé au coin du bon sens. Pendant que nous sommes obsédés par le Coronavirus, le conflit en Syrie se rapproche d'un affrontement direct entre la Russie et la Turquie (voire l'OTAN) et le sultan Erdogan a mis en œuvre son chantage en ouvrant la digue aux migrants en direction de l'Europe. Il leur a indi-

qué le chemin sur les cartes, à la télévision. Je ne commenterai même pas les manœuvres boursières qui ont cours et qui m'échappent. Je reviendrai, masqué ou pas, sur la scandaleuse maltraitance de Julian Assange, dont le sort se joue ces jours-ci, mais qui n'intéresse plus que quelques idéalistes. Ceux-là mêmes qui n'ont rien à cirer de la grippe et des autres bobos lorsque le lanceur d'alerte n° 1 dans le monde risque l'étouffement et la mort.

Apocalypse ou grippe saisonnière, le spectre du Covid-19 est l'occasion d'un exercice grandeur nature de contrôle des foules. Or qu'est-ce qui est pire? Etre infecté en gardant sa tête ou désinfecté dans son enclos comme du bétail sans cervelle?

Suivons donc le conseil de Bernard Dugué qui, une fois de plus, appelle à raison garder:

«Pour info, il n'y a pas de vaccin contre la pandémie de peur. Il y a juste des sujets qui sont immunisés par la raison. Cela ne date pas d'hier. Déjà Platon connaissait les contrepoisons face aux émotions qu'un autre système du spectacle pouvait générer dans la Grèce antique, celui des poètes et des tragédiens. Alors, messieurs les journalistes, cessez d'être tragiques, ce virus est bien anodin.» («Il y a bien une pandémie de Covid-19 mais c'est une pandémie de la peur», 26.2.2020)

PS. — ...Et si la grippe, de saison ou de confection, nous rattrape quand même, fions-nous au remède éprouvé des Corrèziens: la «brûle»!

## TURBULENCES

### SUISSE · Une très étrange simulation

Le 29 février 2020, les voisins du gymnase (lycée) de Burier, près de Montreux, ont découvert ce message placardé sur la porte de leur immeuble:

**Manifestation sur le site du gymnase de Burier - Pour information**

«Madame, Monsieur,

Par le présent affichage, je vous informe de l'organisation

**en date du 2 et du 31 mars 2020**

d'une activité de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés, avec des simulations qui se dérouleront à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments sur le site du gymnase de Burier.

Afin de placer les participants dans un contexte de déplacements forcés de personnes, certains effets seront produits, bruits d'alarme, pétards et émission de fumée.

Les effets produits seront maîtrisés et le contexte sécurisé; ils ne dureront que quelques minutes, en milieu de matinée et en début d'après-midi.

Gymnase de Burier»

Avant toutes choses: le «je» qui signe cette lettre est-il bien la direction du Gymnase? Et si oui, pourquoi le «je» et pourquoi la direction ne revendique-t-elle pas explicitement ce document bizarre?

Passé ce détail curieux, que signifie cet exercice effrayant avec «bruits d'alarme, pétards et émission de fumée» dans un «contexte de déplacements forcés de personnes»? Une simulation de guerre civile? e quels déplacements forcés peut-il s'agir en Suisse?

Que l'Etat de Vaud se soit associé pour cet exercice avec une organisation pro-immigrés privée très profilée militant pour l'abolition des frontières est encore un mystère.

A quels troubles, et dans quel but, veut-on préparer la population? De tels «exercices» ne mériteraient-ils pas un débat public — et, le cas échéant, ne devraient-ils pas être menés, à tout le moins, avec des protagonistes neutres? On n'en sait rien. Le site du gymnase, qui informe en page d'accueil sur le Coronavirus, ne mentionne nulle part cet exercice détonant.

### ASSANGE · Plus de 1300 journalistes mobilisés (vidéo)

Dans une vidéo collective de deux minutes, une vingtaine des signataires de l'initiative #JournalistsSpeakUpForAssange lancent un appel à la conscience mondiale en faveur de la libération de Julian Assange.

Une sobre et sévère mise en garde:

«Si Assange est extradé pour avoir divulgué des crimes de guerres, qui sera le suivant?»

### ASSANGE · Le mensonge effronté du «Monde»

**Qui a toujours eu le souci de la protection des sources? Julian Assange ou les médias mainstream qui lui donnent les leçons après l'avoir exploité? Des «oublis» sidérants...**

Le Monde a publié le 25 février un éditorial intitulé «Julian Assange ne doit pas être extradé aux Etats-Unis». Pour qui se contentait de lire le titre, le lead («Répondre positivement à la demande américaine (...) serait une régression pour la démocratie») et la conclusion du texte («Extradier Julian Assange reviendrait à assimiler à une activité d'espionnage toute publication de documents secrets émanant de l'Etat américain. Ce serait une terrible régression pour la démocratie»), l'affaire semblait entendue: le pres-

tigieux quotidien français soutenait Julian Assange de manière inconditionnelle.

Mais cette lecture est trompeuse. En réalité, cet éditorial était un exercice de démolition en règle du fondateur de WikiLeaks, truffé d'erreurs factuelles majeures et de partis pris éhontés.

*Le Monde* avait par exemple le front de prétendre que Julian Assange n'avait pas respecté les règles déontologiques du journalisme, à la différence des titres de la presse mainstream qui s'étaient associés à WikiLeaks en 2010 : Julian Assange, écrivait-il, « a confié ces centaines de milliers de documents militaires et diplomatiques à cinq journaux, dont le Guardian, le New York Times et Le Monde, en acceptant leurs règles éthiques, notamment la protection des sources. Les documents publiés furent donc expurgés des identités de toute personne susceptible d'être mise en danger, et éclairés par l'expertise indépendante des journalistes des cinq rédactions ».

**A l'évidence, Le Monde a urgemment besoin qu'on lui enseigne le B-A BA du métier: ne publier que ce qu'on a vérifié et ne jamais travestir les faits. Car prétendre comme il le fait que Julian Assange a publié des câbles diplomatiques sans les caviarder au préalable est un mensonge.**

En effet, au même moment où *Le Monde* se posait sur les réseaux sociaux en valeureux défenseur de la liberté d'informer avec son édito, des faits fondamentaux étaient rappelés(\*) durant l'audience d'Assange, qui montraient que la rédaction du *Monde* était soit amnésique, soit délibérément malveillante au point de ne pas craindre de réécrire l'Histoire. Dans un cas comme dans l'autre, un éclatant certificat d'indigence.

Ces faits, les voici :

1. Le 1er février 2011, David Leigh et Luke Harding du *Guardian* ont publié leur livre *WikiLeaks*. Ce dernier contenait un mot de passe que Wikileaks leur

avait confié pour qu'ils puissent aider à caviarder les documents. Il s'agissait du mot de passe qui permettait d'accéder à la banque de données miroir où se trouvaient les documents non caviardés. Or c'est précisément ce mot de passe que Leigh et Harding ont choisi comme titre pour l'un des chapitres de leur ouvrage.

2. En août 2011, le journal allemand *Der Freitag* a annoncé qu'il avait réussi à accéder à la base de données non expurgée. Après cette publication, Assange a supplié la rédaction de *Freitag* de ne pas publier d'autres contributions sur ce qu'ils avaient découvert.

3. Assange a appelé le Département d'Etat américain et fait part de ses « craintes pour la sécurité des informateurs » : « Je ne comprends pas pourquoi vous ne voyez pas l'urgence de la situation. A moins que nous ne fassions quelque chose, la vie de ces personnes est en danger. »

4. Assange et Sarah Harrison ont tenté de contacter l'ambassadeur U. S. au Royaume-Uni pour l'informer de cette « très grande urgence » : une personne extérieure avait eu accès aux câbles diplomatiques américains et ces derniers étaient sur le point d'être révélés sans être expurgés. Ils ont appelé les États-Unis à actualiser leur programme pour informer les personnes potentiellement en danger.

Ce rappel montre que c'est Assange qui a toujours eu un souci profond de la protection des sources et des personnes en danger, et non les médias avec lesquels il a collaboré et qui osent aujourd'hui se poser en donneurs de leçons d'éthique et de bonnes pratiques journalistiques.

C'est lui aussi qui a toujours insisté pour que les noms des informateurs soient expurgés avant publication.

Et ce sont certains journalistes des médias avec lesquels Assange collaborait qui se sont montrés terriblement imprudents, incompetents et inconséquents.

\* Catherine Riva, coordinatrice de [#JournalistsSpeakUpForAssange](#)

Mark Davis en avait déjà fait état en août 2019.

\* (\*) Ces faits ont été rappelés lors du deuxième jour d'audience par la défense de Julian Assange et rapportés par tweets interposés par les journalistes Mac William Bishop, Kevin Gosztola, James Doleman et Stefania Maurizi qui assistaient à l'audience. Le journaliste australien

*Mais encore:*

[CENSURE · YouTube étoufferait-il le printemps orthodoxe du Monténégro?](#)

[AFFAIRE SKRIPAL · Des victimes protégées ou... séquestrées?](#)

[SUISSE · Affaire Crypto: on allait oublier la NSA!](#)

## Pain de méninges

### LE PROBLÈME FONDAMENTAL

J'ai traité plusieurs centaines de patients. Parmi ceux qui étaient dans la seconde moitié de leur vie — c'est-à-dire les plus de 35 ans — il n'y en a pas eu un dont le problème en dernier ressort ne fût pas de se trouver un regard religieux sur la vie. On peut dire que chacun d'entre eux est tombé malade parce qu'il avait perdu ce que les religions vivantes de tous les temps ont donné à leurs adeptes, et qu'aucun d'entre eux n'a vraiment été guéri tant qu'il n'avait pas retrouvé ses repères religieux.

— Carl Gustav Jung

L'Antipresse ne vit que de vos abonnements et de vos dons.  
Faites-la connaître autour de vous!  
Soutenez cette publication sans égale dans les nouveaux médias!  
[antipresse.net](http://antipresse.net)